

Questions au Feuilleton

Le coût total de l'administration du programme d'emplois de cet été est de 6 années-hommes (y compris les 1,7 années-hommes mentionnées ci-dessus) et de 7,000 dollars non salariaux (Y compris la publicité et l'impression de formules de demandes d'emploi et de documents essentiels à la dotation en personnel).

2. Aucun.

* PEEAC (Programme d'emplois d'été axés sur la carrière)

LES ÉTUDIANTS ENGAGÉS COMME AGENTS DE DOUANES AUX POSTES FRONTIÈRES

Question n° 2447—**M. Alexander:**

1. Par province et territoire, combien d'étudiants ont été engagés, ou le seront, comme agents de douanes aux postes frontières cet été?

2. Combien d'entre eux sont apparentés à des employés des douanes à plein temps, soit en tant que fils ou fille, nièce ou neveu, cousin germain ou par alliance?

L'hon. Monique Bégin (ministre du Revenu national): 1.

Province	Nombre d'étudiants
Nouvelle-Écosse	12
Nouveau-Brunswick	27
Terre-Neuve	2
Québec	87
Ontario	256
Manitoba	26
Saskatchewan	9
Alberta	27
Colombie Britannique	106
Territoire du Yukon	4

2. Pas de statistiques disponibles. Les étudiants ne sont pas tenus de fournir ces renseignements et ils ne figurent pas non plus dans leur formule de demande d'emploi de la Fonction publique.

DÉFENSE NATIONALE—L'UTILISATION DU CHARBON À LA BFC DE GAGETOWN

Question n° 2530—**M. Fairweather:**

1. Le charbon provenant de la région de Minto-Chipman sera-t-il utilisé à la B.F.C. de Gagetown et, a) dans l'affirmative, à quelle distance de Gagetown se trouvent les mines de charbon, b) dans la négative, à quelle distance de Gagetown se trouve l'autre source d'approvisionnement la plus proche?

2. Les chaudières de la B.F.C. de Gagetown sont-elles spécialement conçues pour utiliser le charbon de Minto-Chipman?

L'hon. Barney Danson (ministre de la Défense nationale): 1. Non. a) Sans objet. b) Dans la région de Sydney (Île-du-Cap-Breton), à environ 450 milles de Gagetown.

2. Non.

L'OFFICE DE COMMERCIALISATION DU POISSON D'EAU DOUCE DE TRANSCONA—LES IMPÔTS FONCIERS

Question n° 2536—**M. Whiteway:**

1. Combien l'Office de commercialisation du poisson d'eau douce de Transcona a-t-il payé d'impôts fonciers ou de compensation d'impôts, en a) 1975, b) 1976?

[M. Roberts.]

2. Au cours de chacune de ces mêmes années, combien l'usine a-t-elle payé pour les services d'utilité publique?

M. Jim Fleming (secrétaire parlementaire du ministre des Pêches et de l'Environnement): 1. L'Office de commercialisation du poisson d'eau douce a payé les sommes suivantes en compensation d'impôts:

	Du 1 ^{er} mai 1974 au 30 avril 1975	du 1 ^{er} mai 1975 au 30 avril 1976
Impôts fonciers	\$105,927.00	\$123,974.00
Taxes commerciales	41,160.00	41,160.00

2. Pendant les mêmes périodes, les coûts de services publics ont été les suivants:

	Du 1 ^{er} mai 1974 au 30 avril 1975	du 1 ^{er} mai 1975 au 30 avril 1976
Canalisation et eau	\$37,370.00	\$ 52,809.65
Électricité	81,764.00	100,326.90
Gaz naturel	16,954.00	26,501.20

[Traduction]

Je demande, monsieur l'Orateur, que les autres questions restent au *Feuilleton*.

M. Cossitt: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement au sujet des questions n°s 29, 30, 41, 44 et d'autres, qu'il serait trop long d'énumérer concernant le même sujet. J'hésite à en parler parce que je l'ai déjà fait une demi-douzaine de fois environ, sans arriver à savoir pourquoi les réponses ne viennent pas. Ces questions sont inscrites au *Feuilleton* depuis le premier jour de la session, après avoir figuré pendant deux ou trois mois à celui de la session précédente. Elles concernent toutes des voyages effectués par des ministres à bord d'avions de l'État, le coût de ces voyages, la destination de l'avion et le but du voyage, c'est-à-dire s'il s'agissait de voyages officiels ou à caractère privé ou politique.

Le ministre des Transports (M. Lang) n'est pas à la Chambre, mais il n'y a aucune incorrection à en parler puisque je l'ai déjà fait à plusieurs reprises en sa présence sans recevoir de réponse. Abstraction faite de la question de privilège, pour laquelle j'attendrai à demain, j'aimerais citer un article intitulé «The unhappy landing of Otto Lang», qui a paru dans le numéro du 4 juin 1977 du périodique *The Canadian*. Le ministre des Transports y déclarait qu'il continuerait d'emprunter les appareils de l'État chaque fois qu'il le désirait, ajoutant qu'il n'avait pas cessé de le faire depuis le jour où il avait répondu ici même qu'il avait dépensé trois quarts de million de dollars pour ses voyages à lui. Donc, s'il ne fait pas plus de mystère du coût de son ministère et de ses voyages aériens, et comme c'est lui qui est responsable de tous les voyages à caractère privé effectués par les ministres à bord de ces avions, je pense qu'il devrait être aussi ouvert envers la Chambre lorsqu'il s'agit du ministre de l'Agriculture (M. Whelan) par exemple, qui a emprunté 32 fois et peut-être plus les avions de l'État, pour aller rendre visite aux membres de sa famille, mais aux frais du contribuable.